



RENDU EXECUTOIRE LE

- 4 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221219-22_A_PAPH_0114-AI

ARRETE n° 2022-A-DGAS-DA-PAPH-0114

du 19 décembre 2022

Portant modification d'agrément et rectification administrative

==

Le Président du Conseil départemental de la Vienne,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 441-1 à L 444-9 et R 441-1 à D 444-8 ;

VU le Règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté du 16 juin 2022 accordé par le Conseil Départemental de l'Indre portant agrément de pour l'accueil à titre permanent et à temps complet, de trois personnes âgées ou handicapées, à compter du 20 juillet 2022 pour une durée de 5 ans ;

CONSIDERANT le courrier de du 7 décembre 2022 et du courriel reçu par le Département de l'Indre le 5 décembre 2022, informant le service de son changement de domicile dans le Département de la Vienne pour intégrer un logement dédié à l'accueil au sein du GCMS « l'Accueil Familial en Vienne » et qu'il convient de prendre acte de cette modification ;

CONSIDERANT que les conditions requises pour l'accueil de trois personnes âgées et handicapées sont bien réunies et attestées par l'entretien du 29 novembre 2022;

SUR proposition de la Directrice de l'Autonomie ;

- ARRETE -

Article 1 -
domiciliée

86200 CEAUX EN LOUDUN

est agréée pour l'accueil, à titre permanent et à temps complet, trois personnes âgées ou handicapées, en qualité d'accueillante familiale principale au sein du Groupement de Coopération Médico-Social (GCMS) « l'Accueil Familial en Vienne ».

Article 2 - Cet agrément prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023 et dans la limite de l'agrément initial soit le 19 juillet 2027.

Article 3 - Un recours gracieux peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente notification, par courrier adressé au Département de la Vienne, Madame la Directrice de l'Autonomie – Service prestations personnes âgées et personnes handicapées - 39 rue de Beaulieu 86034 Poitiers Cedex

En l'absence de réponse à un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date dudit recours ou en cas de désaccord avec la réponse donnée, vous pouvez saisir le tribunal administratif de Poitiers dans un nouveau délai de deux mois.

Depuis le 1^{er} décembre 2018, le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Dans ce cas, il n'y a pas à produire de copies du recours et l'enregistrement est immédiat, sans délai d'acheminement.

Article 4 - Le contrat et les documents justificatifs garantissant la responsabilité civile de l'accueillant familial ainsi que l'assurance garantissant chaque personne accueillie devront être adressés à la Direction de l'Autonomie - Service Prestations personnes âgées et personnes handicapées - dans le mois suivant l'accueil effectif du ou des pensionnaires.

Article 5 - Cet agrément permet l'accueil de personnes âgées ou handicapées aux conditions définies à l'article 1. Tout changement devra être porté à la connaissance des services départementaux en vue d'un nouvel examen.

Article 6 - L'agrément sera retiré si :

- la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des personnes accueillies se trouvent menacés ou compromis ;
- l'accueillant familial ne s'engage pas à suivre une formation aux gestes de 1^{er} secours (PSC1) ainsi qu'une formation initiale et continue ;
- le suivi social et médico-social des personnes accueillies ne peut être assuré ;
- le contrat conclu entre l'accueillant familial et les personnes accueillies n'est pas conforme au contrat type du décret n° 2010-928 du 3 août 2010 ;
- l'accueillant familial n'a pas souscrit un contrat d'assurance obligatoire ;
- le montant de l'indemnité représentative de mise à disposition de la ou les pièces réservées à la personne accueillie est abusif.

Article 7 - Le Directeur Général des Services Départementaux et la Directrice de l'Autonomie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le **19 DEC. 2022**

Pour le Président du Conseil Départemental
Et par délégation,
La Directrice de l'Autonomie,

Rachel ROY

